

Avril 2014
N°90

Une publication de CDC Climat Recherche

La réserve de stabilité de marché de l'EU ETS : une réforme structurelle marginale à long terme

Dans le cadre du débat sur la réforme du système européen d'échange de quotas (EU ETS), l'attention semble désormais portée à l'analyse de la réserve de stabilité de marché (MSR – *Market Stability Reserve*). Cette mesure proposée par la Commission européenne en janvier 2014, dans sa communication sur le cadre des politiques climat-énergie à l'horizon 2030, devrait être mise en œuvre dès la prochaine période de conformité (2021-2028). Alors que les premières discussions ont été initiées en mars et en avril au sein du Parlement et Conseil européens, quel sera le véritable rôle de cette réforme structurelle ? Cette réserve serait-elle la panacée pour remédier à long terme aux maux de l'EU ETS ?

D'après la proposition, cette mesure viserait à réduire l'excédent de quotas grandissant depuis 2008 et à améliorer la résilience du système aux chocs externes en ajustant automatiquement l'offre de quotas à mettre aux enchères. Le fonctionnement de cette MSR serait établi selon des règles prédéfinies qui ne laisseraient aucune marge d'intervention discrétionnaire ni à la Commission ni aux États membres. Ainsi, l'offre de quotas « en circulation »¹ s'établirait chaque année entre deux seuils :

- lorsque la quantité de quotas « en circulation » est supérieure à 833 Mt, 12 % de cette quantité est retirée du volume de quotas mis aux enchères - dès lors que cette quantité retirée reste supérieure à 100 Mt - et est placée dans la réserve.
- lorsque la quantité de quotas « en circulation » est inférieure à 400 Mt, 100 Mt seront retirées de la réserve pour être ajoutées au volume des ventes aux enchères.

Dans l'objectif de restaurer à long terme la crédibilité de l'EU ETS, nous comprenons bien comment cette mesure va mécaniquement absorber l'excédent de quotas estimé à plus de 2 milliards en 2020 : la MSR va être abondée chaque année d'un certain volume, estimé en moyenne à 200 Mt jusqu'en 2028, pour conduire le surplus jusqu'à un volume minimum de 500 Mt d'après l'étude d'impact publiée par la Commission.

Néanmoins, cette proposition de réserve reste imprécise sur le rôle qu'elle jouera dans la gestion des changements de la demande de quotas qui résultent de l'interaction avec les autres politiques climat-énergie. À cet égard, le cadre des politiques climat-énergie de 2030 propose deux autres dispositions qui visent, en amont, à prévenir ou limiter les effets négatifs de l'interaction entre les différents objectifs et instruments : d'une part, une nouvelle gouvernance des politiques climat-énergie fondée sur la communication à la Commission des plans énergétiques nationaux ; d'autre part, un suivi systématique d'indicateurs-clés pour évaluer les progrès et suggérer d'éventuelles mesures d'accompagnement. Dans le paquet énergie-climat de 2020, d'autres dispositions, telles que la révision de la directive sur l'efficacité énergétique ou celle du système de soutien aux énergies renouvelables encadrée par les nouvelles lignes directrices sur les aides d'Etat adoptée ce 9 avril 2014, auront aussi une incidence sur l'interaction entre les politiques énergétiques et l'EU ETS d'ici 2030.

Ainsi, évaluer cette proposition de réserve sans considérer ces autres dispositions ne permettra pas de mesurer son véritable rôle. Dans une telle architecture des politiques climat-énergie à l'horizon de 2030, la MSR ne constitue finalement qu'un instrument d'ajustement qui n'interviendra qu'en aval (*end-of-pipe*) des autres politiques climat-énergie. Aussi, la coordination de l'EU ETS aux autres politiques devra être discutée en amont lors de la définition des objectifs et des instruments déployés au niveau européen et national.

Par conséquent, ne nous y trompons pas : si l'EU ETS doit être considéré comme l'instrument central de la politique climatique de l'UE à l'horizon 2030, le débat sur cette proposition législative ne doit pas s'affranchir de considérer les autres dispositions visant à assurer une meilleure cohérence du paquet énergie-climat. Et ce pour deux raisons : d'une part, si l'objectif de la MSR est de résorber le surplus, son rôle ne sera que temporaire, dès lors que la quantité annuelle de quotas « en circulation » s'établira entre 400 - 800 Mt avant 2030 ; d'autre part, si la cohérence des politiques limite, en amont, suffisamment leurs possibles chevauchements avec l'objectif CO₂ de l'EU ETS et, en l'absence de chocs externes non anticipés, le rôle de cette réserve ne sera alors que marginal. De fait, l'impact de cette mesure sur le prix du CO₂ sera vraisemblablement limité à long terme, le signal-prix provenant définitivement de l'ambition de réduction de long-terme.

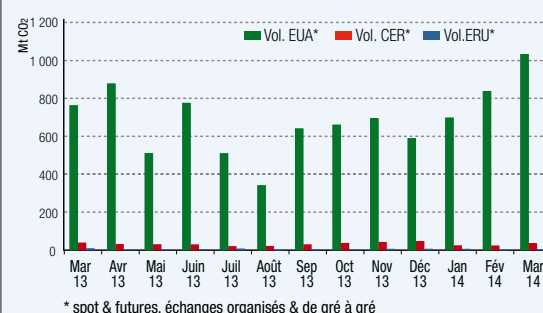
Zuheir Desai, Emilie Alberola et Benoît Leguet - CDC Climat Recherche

1. C'est-à-dire la différence entre (i) la somme des quotas gratuits, des quotas mis aux enchères et des crédits Kyoto depuis 2008 et (ii) la somme des émissions vérifiées depuis 2008 et des quotas de la réserve aux nouveaux entrants.

À retenir

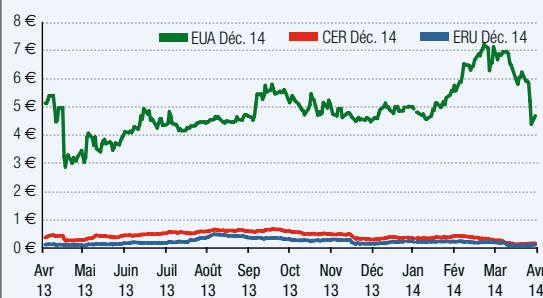
- **Hausse des volumes et baisse des prix :** près de 1,1 million d'EUA a été échangés soit + 23 %. alors que le prix au comptant des EUA a perdu 6 % en mars 2014.
- **Paquet climat-énergie 2030 :** le Conseil européen fera le point sur les avancées lors de sa prochaine réunion en juin 2014, après avoir consulté les États membres.
- **Crédits internationaux :** la Commission devrait approuver les montants de crédits utilisables par les installations en phase 3 pour tous les États d'ici fin avril avant la prochaine conformité.

Volume d'échange : EUA + 23,2 %, CER + 50,8 %, ERU + 73,2 %

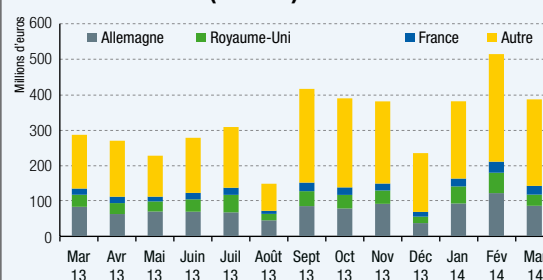


Source : calcul CDC Climat Recherche, d'après données EEX, ICE Futures Europe, NYMEX, Nasdaq OMX, LCH Clearnet

Prix du contrat Déc.14 : EUA – 6,5 %



Revenu mensuel des enchères de phase 3 : 387 M€ en mars (- 25 %)



Énergie

Prix des énergies primaires

			Mars 2014
Charbon	API # 2 CIF ARA (First month en USD/t)		74,9 ▼
Gaz naturel	NBP (spot en €/MWh)		23,2 ▼
	TTF (spot en €/MWh)		22,8 ▼
Pétrole	Brent (First month en USD/b)		107,7 ▼
Électricité	Allemagne (€/MWh)	Spot	32,8 ▼
		Calendar	35,5 ▼
	Royaume-Uni (€/MWh)	Spot	53,3 ▼
		Next summer	61,2 ▼
		Next winter	68,7 ▼

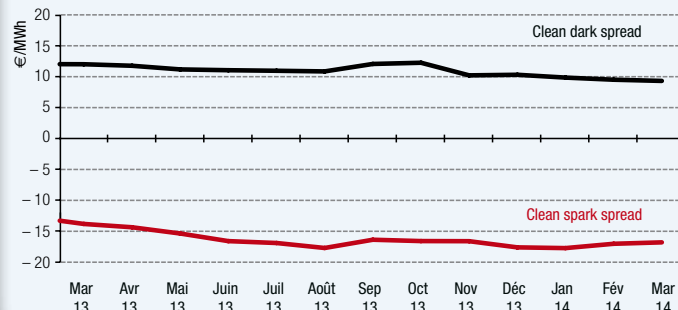
Sources : CDC Climat Recherche, Thomson Reuters

Clean dark, clean spark spreads et prix du switch

	Clean spark (€/MWh)		Clean dark (€/MWh)		Prix du CO ₂ «switch» (€/tCO ₂)	
	spot	à terme	spot	à terme	spot	à terme
Allemagne*	- 15,0	- 16,8	8,4	9,3	27,3	30,1
Royaume-Uni*	9,9	9,3	28,3	34,3	27,6	28,5

* Allemagne, contrat calendaire 2015, Royaume Uni, contrat été 2015

Allemagne - Moyenne mensuelle des clean dark et spark spreads du contrat Cal. 2015 en base



Sources : CDC Climat Recherche, Thomson Reuters

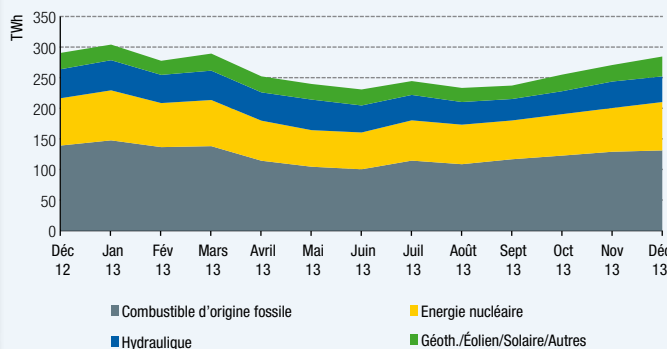
Le prix mensuel moyen du Brent a baissé de 1 %, à 107,7 USD le baril, sans être touché par les tensions en Crimée, en raison de la faible demande chinoise et de la croissance de la production iraquienne. La hausse des températures, le bon approvisionnement du marché et des réserves adéquates ont entraîné une chute des prix du gaz : les prix du NBP ont perdu 4,7 % à 23,2 €/MWh, et ceux du TTF au comptant sont tombés à 22,80 €/MWh (- 4,5 %). Les douces températures en Europe ont freiné la consommation de charbon, ce qui a fait baisser son prix, et associée à une plus grande offre d'énergie renouvelable ont également entraîné les prix de l'électricité à la baisse. Les prix au comptant allemands ont chuté de 5,8 % ; les prix cal. 2015 ont perdu 2,7 %. Les prix au comptant britanniques ont baissé de 2,4 % et de 1 % environ sur les contrats été et hiver 2015. En conséquence, les prix du *clean dark* en Allemagne ont chuté, mais les prix du *clean spark* ont grimpé. Au Royaume-Uni, les prix du *clean dark* et *clean spark* ont augmenté sur le marché au comptant, mais sur le marché à terme les prix du *clean dark* ont chuté tandis que ceux du *clean spark* ont augmenté. Le prix théorique du carbone qui rendrait rentable le passage au gaz naturel a été calculé aux environs de 27 à 30 €/tCO₂.

Production

Production d'électricité (TWh)

UE 20	Déc. 13	Cumul depuis janv. 2013	% par rapport à 2012
Production brute électricité	284,8	3 121,8	- 1,5 %
dont fossile*	131,3	1 466,2	- 5,9 %
dont nucléaire	79,1	827,0	- 0,2 %
dont hydraulique	42,0	520,0	2,3 %
dont renouvelables	32,5	308,6	12,3 %

* Gaz, charbon, pétrole.

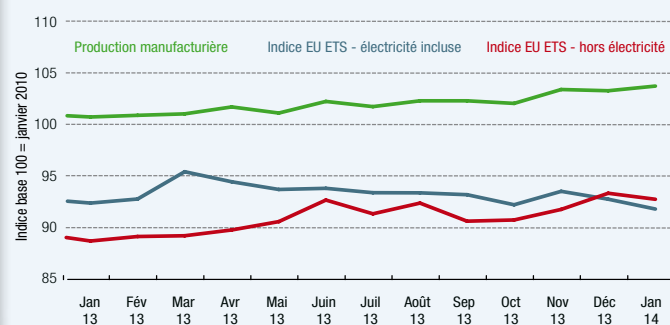


Source : CDC Climat recherche d'après données AIE

Production industrielle (indice base 100 en 2010)

UE 27	Jan. 14	Variation mensuelle (pts)	Variation sur un an (pts)
Production industrielle (hors construction)	103,7	0,5	1,8
Production des secteurs EU ETS* (électricité inc.)	91,8	- 0,9	- 1,6
Production des secteurs EU ETS* (électricité exc.)	92,8	- 0,6	1,9
Electricité, gaz, chaleur	91,4	- 1,1	- 3,4
Ciment	81,2	0,0	3,0
Sidérurgie	100,6	- 1,2	2,4
Raffinage de pétrole	94,1	0,9	- 0,4

* Indice pondéré par le poids des secteurs de l'EU ETS dans les allocations sur 2008-2012

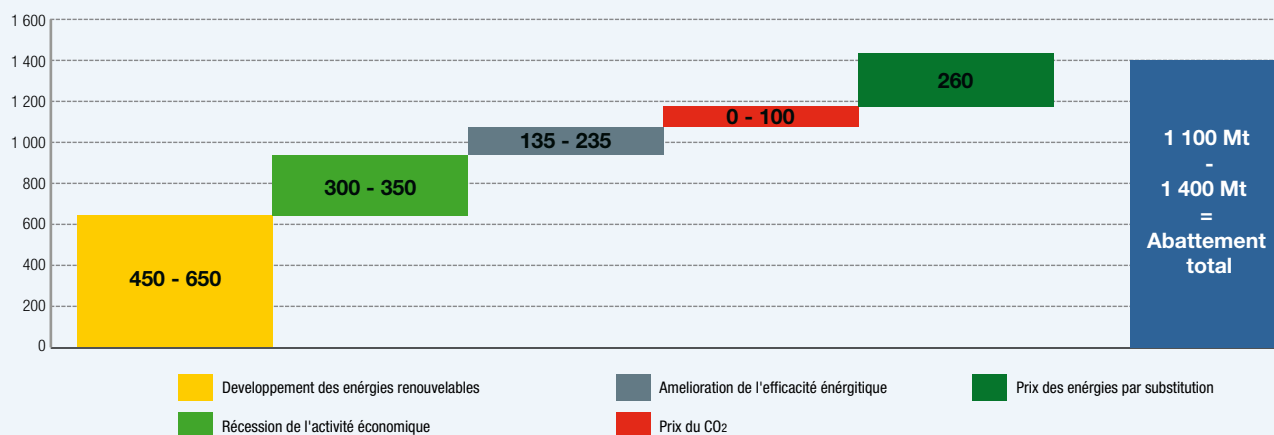


Source : CDC Climat recherche d'après données Eurostat

Les chiffres publiés début mars indiquaient une augmentation globale de 0,1 % de la production industrielle de l'UE en janvier 2014 après une chute de 0,7 % en décembre. Cependant, l'indice des responsables des achats (PMI) de la zone euro a légèrement flanché en mars, à 53,1, contre 53,3 en février, en raison d'un ralentissement en Allemagne. L'indice de confiance des industriels de l'UE 27 est monté à 0,39 en mars. Notre indice de production des secteurs EU ETS a diminué de 0,9 point en janvier, à cause d'une baisse de 1,1 point de la production d'électricité. La production cumulée d'électricité de l'UE 27 entre janvier et décembre 2013 a été de 3 121 TWh, ce qui représente une baisse de 1,5 % sur la même période de 2012. Cette baisse de production cumulée s'est accompagnée d'une augmentation de l'énergie renouvelable (+ 12,3 %) et hydroélectrique (+ 2,3 %) et d'un déclin des énergies fossiles (- 5,9 %) et du nucléaire (- 0,2 %).

Coordinations aux politiques 3 x 20 %

Les facteurs de réduction d'émission de CO₂ dans l'EU ETS de 2005 à 2011 :
l'impact des politiques climat-énergie et de la récession économique



Source : CDC Climat Recherche

Le 4 mars, le Conseil Transports, Télécommunications et Énergie du Parlement européen a organisé un débat sur les prix et coûts de l'énergie en Europe. Réuni les 20 et 21 mars, à l'examen du cadre des politiques climat-énergie 2030, le Conseil européen a souligné l'importance du lien entre la stratégie 2020, la compétitivité et les politiques climat-énergie et déclaré que la décision finale sur ce cadre politique sera prise au plus tard en octobre 2014. Le 9 avril, la Commission européenne a adopté de nouvelles règles concernant les aides publiques en faveur de projets dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'énergie. Les lignes directrices aideront les États membres à atteindre leurs objectifs de 2020, tout en remédiant aux distorsions du marché qui peuvent résulter des subventions accordées aux sources d'énergie renouvelables. L'un des principaux changements concerne la suppression de la distinction entre technologie mature (soit 1 à 3 % de la production d'électricité de l'UE) et technologie immature. La consultation publique sur l'efficacité énergétique s'achèvera le 28 avril. En juillet 2014, la Commission européenne devrait publier un rapport d'évaluation des avancées en direction de l'objectif d'efficacité énergétique pour 2020.

Environnement institutionnel

Tableau du bilan de l'offre de Phase 3

	2013	2014*
Enchères (MtCO ₂)	804	218*
Allocation gratuite (MtCO ₂)	777	499

*Jusqu'à mars 2014

Tableau du statut de l'allocation gratuite en 2013

État membre de l'UE	Nombre de quotas selon la décision NAT (MtCO ₂)	Nombre de quotas déjà alloués (MtCO ₂)
France	84	82
Allemagne	169	169
Royaume-Uni	66	66
Autres	529	460
TOTAL	848	777

Sources : CDC Climat Recherche, Commission européenne, ICE Futures Europe, EEX

Offre de crédits CER et ERU (tCO₂eq)

	Mars 14	Variation mensuelle
Nombre de projets MDP	11 123	+ 12
<i>Dont enregistrés</i>	7 472	+ 24
<i>Ayant émis des crédits</i>	2 572	+ 14
Volume cumulé de CER délivrés (Mt)	1 440	+ 6
Estimation CDC Climat Recherche de l'offre de CER attendus d'ici 2015 et éligibles à l'EU ETS (Mt)*	2 060	0
Nombre de projets MOC	788	0
<i>Dont enregistrés</i>	604	0
Volume cumulé d'ERU délivrés (Mt)	841,5	+ 6
<i>ERU délivrés par la voie 1 (Mt)</i>	816,1	6
<i>ERU délivrés par la voie 2 (Mt)</i>	25,4	0

* Modèle de CDC Climat Recherche : <http://www.cdclimat.com/The-risks-of-CDM-projects-how-did-only-30-of-expected-credits-come-through,900.html?lang=fr>

Sources : CDC Climat Recherche, UNEP Fisoce

Le 19 mars, la Commission ENVI a échangé pour la première fois sur la proposition de réforme structurelle de réserve de stabilité du marché (MSR). Bien que la Commission ENVI du Parlement ait refusé l'inclusion des vols intérieurs dans l'EU ETS et l'exclusion des vols extérieurs de l'UE, cette proposition d'exclusion des vols internationaux de l'EU ETS d'ici la prochaine assemblée générale de l'OACI en 2016 a été adoptée par le Parlement européen en plénière le 3 avril 2014. Fin mars, la Commission européenne avait approuvé les montants de crédit internationaux utilisables par les installations de l'EU ETS pour 22 États membres de l'UE. Ces tableaux contiennent les allocations pour chaque exploitant d'installation et d'aéronefs, calculées par les pays membres conformément au règlement RICE (Regulation on international credit entitlements). Les échanges de crédits seront possibles dès l'enregistrement des tableaux de chaque État dans le registre de l'Union.

Tableau de bord des marchés du carbone

Marché primaire - Enchères de quotas EUA en phase 3

		Mar-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14
Plateforme commune + Royaume-Uni et Allemagne	Prix (€/t)	4,06	3,85	3,40	4,23	4,16	4,40	5,19	4,83	4,51	4,62	5,00	6,45	6,35
	Volume (Mt)	70,61	70,19	66,45	65,89	76,65	33,65	80,33	80,62	84,53	50,90	76,31	80,33	60,98
Revenus (M€)	Allemagne	82,86	62,31	69,46	68,98	67,09	44,50	84,82	78,19	91,29	36,66	92,28	121,62	85,73
	Royaume-Uni	34,23	31,05	28,69	35,06	49,65	18,30	42,33	38,40	37,87	18,27	48,43	57,88	31,69
	France	17,50	18,14	13,58	18,29	20,16	8,76	24,28	21,28	19,65	13,43	22,21	31,21	24,78
	Autres	152,26	158,58	116,04	156,10	172,06	76,64	265,65	252,38	232,84	166,63	218,98	304,96	245,15
	Total	286,86	270,07	227,66	278,43	308,96	148,20	417,08	390,25	381,64	235,00	381,89	515,66	387,35

Sources : EEX, ICE Futures Europe

Marché primaire - Crédits CER et ERU délivrés (MtCO₂)

		Mar-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14
Volume cumulé des CER délivrés UNEP-Risoe (Mt)		1 271	1 308	1 335	1 353	1 362	1 369	1 388	1 400	1 409	1 419	1 428	1 433	1 440
Volume cumulé des URE délivrés (en Mt)	Voie 1 (Mt)	651,3	651,3	714,5	757,0	757,0	785,1	801,5	802,4	803,5	803,7	803,8	809,6	816,1
	Voie 2 (Mt)	22,9	22,9	23,9	24,4	24,6	24,7	25,1	26,7	25,4	25,4	25,4	25,4	25,4

Sources : UNEP-Risoe, CDC Climat Recherche

Marché secondaire - Prix (€/t) et volumes EUA, CER (ktCO₂)

		Mar-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14
ICE Futures Europe	Daily spot	Prix EUA phase 3	4,10	3,88	3,51	4,25	4,22	4,41	5,22	4,91	4,53	4,79	4,98	6,11
		Volume EUA phase 3	9 452	85 674	14 731	38 427	24 076	5 564	14 672	10 483	7 136	14 965	14 405	21 075
		Prix CER	0,17	0,09	0,39	0,44	0,53	0,62	0,65	0,56	0,42	0,36	0,39	0,19
		Volume CER	1 541	1 901	0	112	0	57	170	0	47	1 204	80	375
	Déc.14	Prix EUA	4,37	4,11	3,72	4,46	4,39	4,58	5,38	5,07	4,69	4,92	5,07	6,61
		Volume EUA	79 675	112 934	59 334	95 104	48 690	74 289	93 620	135 862	163 545	240 590	450 338	527 394
		Prix CER	0,37	0,35	0,39	0,48	0,56	0,62	0,62	0,52	0,41	0,35	0,37	0,18
		Volume CER	2 089	3 885	1 949	8 891	7 134	6 505	12 753	7 949	16 224	20 287	15 305	13 092
	Déc.15	Prix EUA	4,55	4,28	3,88	4,67	4,55	4,75	5,59	5,28	4,89	5,10	5,26	6,91
		Volume EUA	49 718	61 556	34 689	91 861	41 204	20 176	46 207	57 629	55 672	57 784	102 312	116 329
		Prix CER	0,41	0,38	0,46	0,55	0,64	0,70	0,71	0,60	0,48	0,45	0,48	0,48
		Volume CER	710	1 706	4 087	6 792	2 617	620	3 184	5 586	4 158	10 987	8 766	7 711
	Déc.16	Prix EUA	4,80	4,47	4,04	4,89	4,75	4,96	5,85	5,54	5,12	5,32	5,49	7,26
		Volume EUA	22 885	31 151	18 256	27 115	11 902	7 216	26 918	21 449	16 416	17 398	36 721	62 380
		Prix CER	0,54	0,47	0,51	0,60	0,66	0,72	0,74	0,62	0,50	0,46	0,50	0,55
		Volume CER	0	0	0	134	1 134	0	0	0	10	0	689	245

Sources : ICE Futures Europe

Position de conformité par secteur et par pays : différence entre les allocations de quotas et les émissions vérifiées

	2008	2009	2010	2011	2012
Combustion	- 253,1	- 113,5	- 125,8	- 76,9	- 40,6
Raffinage de pétrole	- 1,4	7,6	14,3	16,0	24,2
Cokeries	1,5	6,8	2,9	3,1	5,7
Minerais métalliques	4,3	11,0	8,8	8,9	9,8
Sidérurgie	51,6	89,3	71,4	72,8	74,0
Ciment	20,9	61,4	61,0	62,8	74,1
Verre	2,5	6,1	5,5	5,4	6,4
Produits céramiques	5,3	10,0	10,2	9,6	10,4
Papier	6,9	11,3	10,0	11,1	12,9
Autres activités	0,2	4,3	1,3	- 0,7	6,2
Total (Mt)	- 161,3	94,2	59,8	112,1	183,2

Source : CCTL

	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	- 84,0	- 36,6	- 54,4	- 49,5	- 27,8
Royaume-Uni	- 50,8	- 15,0	- 16,8	2,5	- 2,2
Italie	- 8,5	24,1	8,5	5,3	12,8
Pologne	- 3,1	10,8	5,9	4,2	16,1
Espagne	- 9,6	13,7	29,5	18,4	17,4
France	5,5	17,5	23,4	33,9	35,8
Rép. tchèque	5,2	12,2	10,6	12,2	17,1
Pays-Bas	- 6,8	2,8	0,1	8,9	10,6
Roumanie	7,7	24,9	27,7	23,6	26,9
Autres	- 17,0	39,8	25,3	52,7	76,6
Total (Mt)	- 161,3	94,2	59,8	112,1	183,2

Source : CCTL